

Unité départementale de la Somme  
53, rue de la vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 28/07/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/06/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GURDEBEKE Mesnil (ex PICARDIE RECUP)**

MESNIL ST NICAIRE  
80190 Mesnil-Saint-Nicaise

Références : 2026-E10076  
Code AIOT : 0005102361

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2026 dans l'établissement GURDEBEKE Mesnil (ex PICARDIE RECUP) implanté 18 rue de Péronne 80190 Mesnil-Saint-Nicaise. L'inspection a été annoncée le 15/06/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection réactive s'est déroulée suite à un incendie sur le site ayant entraîné l'engagement de 63 pompiers le 15 juin 2026. Le feu a pris au niveau d'un tas de carton et s'est propagé au bâtiment adjacent contenant les presses. L'incendie s'est déroulé en l'absence de personnel sur site, en heures non ouvrées. Le site ne disposant pas d'alarme incendie, ce sont des voisins qui ont alerté les pompiers. L'incendie semble s'être déclaré suite au déchargement d'une camionnette par deux personnes externes à l'entreprise. Selon le compte rendu du SDIS, 70 tonnes de papiers et cartons ont brûlé (30t dans le bâtiment principal et 40t à l'extérieur). La toiture amiantée du bâtiment principal a été en grande partie détruite. Les eaux d'extinction ont été collectées dans des réserves enterrées présentes sur le site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GURDEBEKE Mesnil (ex PICARDIE RECUP)
- 18 rue de Péronne 80190 Mesnil-Saint-Nicaise
- Code AIOT : 0005102361
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PICARDIE RECUP exploitait des installations de tri / transit de déchets industriels banals sur le territoire de la commune de Mesnil-Saint-Nicaise, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 19/03/1997. Une déclaration de changement d'exploitant a été initiée le 10 février 2026 (la société GURDEBEKE remplaçant désormais la société PICARDIE RECUP) mais l'exploitant n'a à ce jour pas transmis de numéro de SIRET spécifique au site de Mesnil-Saint-Nicaise permettant de finaliser totalement ce changement d'exploitant. Lors de l'inspection, l'exploitant a toutefois explicitement confirmé que la société GURDEBEKE a bien repris l'activité, conformément à la demande de changement d'exploitant reçue.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                      | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Déclaration des accidents et incidents | Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 8       | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 2  | Moyens de secours                      | Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 28.1    | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 6 mois                |
| 3  | Eau d'incendie-Extincteur              | Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 28.2    | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 6 mois                |
| 4  | Eaux d'extinction                      | Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 35      | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 5  | Dépôts de papiers et plastiques        | Arrêté Préfectoral du 18/12/2000, article 3       | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 6 mois                |
| 6  | Détection et surveillance              | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. II   | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 6 mois                |
| 7  | Rondes                                 | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. III  | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 6 mois                |
| 8  | Présence du plan de                    | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I. | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à                                                                     | 6 mois                |

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | défense contre l'incendie |                                                  | l'exploitant                                                                                                               |                       |
| 9  | Traçabilité               | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 1 mois                |
| 10 | Changement d'exploitant   | Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 13     | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 1 mois                |
| 11 | Abandon d'activité        | Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 14     | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 6 mois                |
| 12 | Accès                     | Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 18.1   | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé de **nombreuses non conformités (faits significatifs)** pour lesquelles il est **proposé de mettre en demeure** l'exploitant pour les mises en conformités suivantes, sous 6 mois (1 mois pour la sécurisation du portail) :

- mise en place d'exutoires à déclenchement par fusibles thermiques et doublé manuellement par des commandes ramenées près des entrées principales des locaux concernés si réparation du bâtiment ;
- mise en place d'un système de détection automatique de départ d'incendie avec report d'alerte et alarme perceptible en tout point du périmètre concerné
- mise en place de RIA répartis dans les locaux et situés à proximité des issues (protégés du gel et permettant une attaque simultanée du foyer par 2 lances en direction opposées) ;
- matérialisation et respect d'une distance de 10 mètres entre les stockages et le bâtiment de tri ;
- interdiction de stockage en vrac (non emballé) à moins de 10m du bâtiment, en dehors des heures ouvrables du site ;
- mur coupe-feu 4 heures situé en limite de propriété coté sud-ouest dépassant de 2 mètres la hauteur maximale des stockages ;
- mise en place d'une procédure réglementant les modes de stockage ;
- mise en place de rondes encadrées par des consignes dans les zones contenant des déchets combustibles ;
- sécurisation du système d'ouverture du portail et encadrement de celui-ci par une procédure précise.

Les justificatifs de réalisation de ces points sont à transmettre à l'inspection.

En cas d'arrêt définitif de l'activité il est demandé à l'exploitant d'engager sous 6 mois également

une procédure de cessation d'activité (R 512-39 du code de l'environnement).

Compte tenu des enjeux, l'inspection propose de prendre un arrêté préfectoral complémentaire conditionnant la reprise de l'activité sur le site au respect des points précédents.

L'inspection a également relevés **des écarts (faits modérés)** pour lesquels il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les éléments suivants :

- réalisation d'un Plan de Défense Incendie (PDI) et justificatif de son envoi au SDIS et de sa mise à disposition à l'entrée du site. A transmettre à l'inspection sous 6 mois et avant toute reprise de l'activité ;
- justifications argumentées sur les différences importantes constatées entre l'état des stocks imprimé le jour de l'inspection et celui envoyé à l'inspection par mail le 17 juin 2026 pour les balles de cartons : justificatifs à transmettre sous un mois à l'inspection ;
- numéro SIRET spécifique au site de Mesnil-Saint-Nicaise à transmettre sous un mois à l'inspection afin de pouvoir finaliser le changement d'exploitant.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de **transmettre sous 1 mois à l'inspection les justificatifs suivants** :

- BSD et justificatifs d'élimination des balles de cartons présentent dans le bâtiment qui a brûlé et qui précisant l'établissement ayant reçu des déchets amiantés ;
- BSD d'élimination des eaux d'incendies.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration des accidents et incidents

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 8                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration des accidents et incidents                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.<br>Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord.      |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a prévenu l'inspection du départ de feu par mail le 15 juin 2026 à 7h45, soit le lendemain de l'incendie. Une télédéclaration d'accident a également été réalisée par l'exploitant le 17 juin 2026. L'exploitant n'ayant pas de numéro SIRET pour son site (voir PC n°10) il a réalisé cette télédéclaration à partir du numéro SIRET de son site de Nesle.<br><br>Dans sa déclaration l'exploitant indique qu'aucune substance ou matière dangereuse ou polluante n'a réagi, explosé ou été rejetée, or l'incendie a impacté et détruit la toiture composée |

de plaques fibro-amiantées. Il est ainsi demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les BSD d'élimination des balles de cartons qui étaient présentes dans le bâtiment qui a brûlé et qui ont reçus des déchets d'amiantes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de justificatif :** Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 1 mois les BSD et les justificatifs d'élimination des balles de cartons qui étaient présentes dans le bâtiment qui a brûlé et qui ont reçu des déchets de toiture amiantée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Moyens de secours**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 28.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de secours

**Prescription contrôlée :**

(...)

Le déclenchement des exutoires par fusibles thermiques devra être doublé manuellement par des commandes ramenées près des entrées principales des locaux concernés.

(...)

Les emplacements des moyens de secours seront signalés et leur accès maintenus dégagés en permanence. Ils seront entretenus en bon état de fonctionnement, vérifiés au moins une fois par an et le personnel sera périodiquement entraîné à leur emploi.

**Constats :**

L'inspection a constaté que les exutoires des fumées présents en toiture du bâtiment qui a brûlé ne sont pas ouverts, ce qui indique qu'ils ne sont pas déclenchés par fusibles thermiques comme le prescrit l'arrêté d'autorisation du site. L'exploitant n'a pas non plus présenté de rapport de vérification de ces exutoires à l'inspection.

**Non conformité (faits significatifs) :** exutoires non conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition : Mise en demeure** demandant à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 6 mois les justificatifs de mise en conformité des exutoires du bâtiment principal. En cas de non reprise d'activité ou de reprise partielle de l'activité l'exploitant devra réaliser soit une cessation d'activité soit un porter à connaissance indiquant les modifications apportées à l'activité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

**N° 3 : Eau d'incendie-Extincteur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 28.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Eau d'incendie-Extincteur

**Prescription contrôlée :**

Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent au minimum :

- un système de détection de flamme ou de fumées avec report d'alarme vers une centrale de surveillance et d'alarme,
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Il existera au moins un appareil par tranche de 150 m<sup>2</sup>.
- des robinets d'incendie armés, répartis dans les locaux et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel.
- un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau éventuelle de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation, à raison de 60 m<sup>3</sup>/h minimum sous un bar.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

**Constats :**

Le site ne dispose pas de système de détection incendie, c'est un tiers qui a constaté le départ de feu et qui a prévenu le SDIS. Seules des caméras de surveillance, qui ont permis de voir le départ de feu et l'intrusion sur site sont présentes.

15 extincteurs sont présents sur le site, ils ont été vérifiés par l'entreprise MCSI le 25 avril 2026 et le rapport de vérification n'indique pas de non conformités.

L'inspection n'a pas constaté la présence de RIA sur le site.

Des poteaux incendie sont présents sur la voirie à l'extérieur du site et le SDIS n'a pas indiqué avoir manqué d'eau pour l'extinction.

**Non conformité (faits significatifs) :** Absence de système de détection de flamme et de RIA

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition : Mise en demeure** demandant à l'exploitant la mise en place d'un système de détection de flamme et de RIA sous 6 mois. En cas d'arrêt définitif d'activité l'exploitant devra réaliser une procédure de cessation d'activité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

|                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                   |

**N° 4 : Eaux d'extinction**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 35                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux d'extinction                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes dispositions seront prises pour qu'en cas d'écoulement de matières dangereuses, notamment par le fait de leur entraînement par les eaux d'extinction, celles-ci soient récupérées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau.</p> <p>Toutes précautions seront prises pour que ces eaux d'extinction ne puissent rejoindre le circuit des eaux pluviales et son bassin d'infiltration ou le milieu naturel. Des consignes particulières seront établies pour la manœuvre, en cas de sinistre, des organes d'obturation du réseau eaux pluviales ou à défaut la mise en œuvre des systèmes mobiles d'obturation.</p> <p>Les eaux ainsi recueillies seront traitées comme des déchets et éliminées dans une installation dûment autorisée.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de deux cuves de rétention enterrées de 50m3 chacune. Ces cuves ont permis de récupérer les eaux d'extinction et le SDIS a indiqué que ces rétentions avaient présenté un volume suffisant. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les BSD et les justificatifs d'élimination de ces eaux d'extinctions qui contiennent également des déchets d'amiantes de toiture.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande de justificatifs :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un mois à l'inspection les justificatifs d'élimination des eaux d'extinction de l'incendie.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 5 : Dépôts de papiers et plastiques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2000, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dépôts de papiers et plastiques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité maximale de stockage de déchets en attente de tri ne doit pas excéder trois jours de production dans les limites prévues à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mars 1997.</p> <p>Les dépôts constitués le long du côté Sud-Ouest seront isolés de la limite de propriété par un mur coupe-feu de degré 4 heures avec débordement de la zone de dépôt d'au minimum un mètre de part et d'autre et de 2 m au-dessus de la hauteur maximale des stockages.</p> |

Les îlots de stockage papiers et plastiques emballés, en extérieur, sont :

- d'une surface maximale de 25 m<sup>2</sup> au sol matérialisée par un marquage au sol ;
- d'une hauteur maximale de 3 m.

La distance entre chaque îlot est de minimum 5 m.

Les stockages extérieurs de papiers et plastiques emballés respectent à tout moment ces îlots.

Tout stockage est interdit à moins de dix mètres du bâtiment de tri et de stockage. Cette interdiction est matérialisée au sol par un marquage.

Le stockage en vrac (non emballé) est interdit à moins de 10 m du bâtiment, en dehors des heures ouvrables du site.

Une procédure réglementant les modes de stockage est mise en place et portée à la connaissance du personnel.

#### Constats :

L'incendie a pris au niveau d'un dépôt de cartons situé au milieu de la cour et à proximité immédiate du bâtiment de tri, sans respect de la distance minimale des 10mètres.

L'inspection a également constaté que le mur de séparation coté sud-ouest du site ne présentait pas de débordement de 2m au dessus de la hauteur de stockage et que la hauteur maximale de 3 mètres semblait dépassée par endroit. L'exploitant n'a pas pu présenter de procédure réglementant les modes de stockage.

#### Non conformité (faits significatifs):

- non respect d'une distance minimale de 10 mètres entre le stockage et le bâtiment de tri ;
- présence de stockage en vrac (non emballé) à moins de 10m du bâtiment en dehors des heures ouvrables du site ;
- hauteur de stockage non respectée et mur de séparation côté sud-ouest ne dépassant pas de 2 mètres au dessus de la hauteur maximale des stockages ;
- absence de procédure réglementant les modes de stockage.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

##### Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de :

- matérialiser et respecter une distance de 10 mètres entre les stockages et le bâtiment de tri ;
- interdire le stockage en vrac (non emballé) à moins de 10m du bâtiment, en dehors des heures ouvrables du site ;
- respecter un dépassement de 2 mètres entre la hauteur des stockages et le mur coupe-feu 4 heures situé en limite de propriété coté sud-ouest;
- mettre en place une procédure réglementant les modes de stockage.

Les justificatifs de mise en œuvre de ces points seront à transmettre à l'inspection sous 6 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 6 : Détection et surveillance**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.<br>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.<br>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.<br>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux petits îlots.<br>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. |
| <b>Constats :</b><br><br><b>Non conformité (faits significatifs) :</b> Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables ne sont pas équipées d'une détection automatique de départ d'incendie avec report d'alerte et alarme perceptible en tout point du périmètre concerné                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><b>Proposition: Mise en demeure</b> demandant à l'exploitant de mettre en place une détection automatique de départ d'incendie avec report d'alerte et alarme perceptible en tout point du périmètre concerné dans un délai de 6 mois.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 7 : Rondes**

|                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. III          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                            |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>A. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</p> <p>b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>B. - L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;</li> <li>- le parcours des rondes et les points d'observation ;</li> <li>- la formation du personnel concerné ;</li> <li>- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</li> <li>- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non conformité (faits significatifs) :</b> Absence de consignes et de rondes sur le site.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Proposition: Mise en demeure</b> demandant à l'exploitant de mettre en place des rondes encadrées par des consignes dans les zones contenant des déchets combustibles. Le justificatif de mise en œuvre sera à transmettre à l'inspection sous 6 mois.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 8 : Présence du plan de défense contre l'incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Non conformité (faits modérés):</b> L'exploitant ne dispose pas de plan de défense contre l'incendie pour son site.                                                                                                                                                                                   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé à l'exploitant de réaliser un plan de défense contre l'incendie. Les justificatifs de l'envoi de celui-ci au SDIS et de sa mise à disposition à l'entrée du site seront à communiquer à l'inspection sous 6 mois. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                                                                                                                                    |

#### N° 9 : Traçabilité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>En complément du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne (...).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection, l'exploitant a imprimé un extrait de son état de ses stocks reprenant le nombre de balles des différentes catégories de déchets présentes sur le site. Cet état des stocks est réalisé aux dates du 29 mai, du 1er, du 2, du 3, du 4, du 5, du 8, du 9, du 10 et du 11 juin. L'état des stocks indique la présence de 169 balles de cartons sur le site au 11 juin.<br><br>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a retransmis par mail à l'inspection le même extrait de son état des stocks en date mais reprenant également la date du 12 juin.<br><br>L'inspection constate que les deux états des stocks présentent des valeurs identiques jusqu'au 1er juin mais qu'ensuite les valeurs entre l'état des stocks imprimé le jour de l'inspection et l'état des stocks communiqué par l'exploitant par mail à l'issue de la visite sont différents pour le nombre de balles de cartons. Ainsi au 11 juin l'état des stocks transmis par mail indique la présence de 81 balles de cartons (contre 169 pour l'état des stocks imprimé le jour de l'inspection).<br><br>Le volume d'une balle de cartons n'est par ailleurs pas indiqué ce qui ne permet pas de voir le volume de déchet réellement présent. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Non conformité (faits modérés) :</b> incohérence entre l'état des stocks remis le jour de l'inspection et le même transmis le lendemain par l'exploitant concernant le nombre de balles de cartons, et non précision du volume d'une balle de carton ne permettant pas de calculer le volume réellement présent sur le site.</p>                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'expliquer sur la différence importante entre l'état des stocks remis le jour de l'inspection et celui transmis le 17 juin 2026 pour les balles de cartons pour les dates du 3, 4, 5, 8, 9, 10 et 11 juin. Il est également demandé à l'exploitant de transmettre le volume précis d'une balle de cartons à partir des documents techniques de sa presse. Ces éléments sont à transmettre à la l'inspection sous un mois.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 10 : Changement d'exploitant**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 13</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par mail une déclaration de changement d'exploitant pour son site le 10 février 2026 (la société PICARDIE RECUP devenant SAS GURDEBEKE) en reprenant le CERFA de changement d'exploitant 15273*03. Ce CERFA est normalement utilisé pour les installations relevant du régime de la déclaration alors que le site relève du régime de l'autorisation. Dans sa déclaration de changement d'exploitant, l'exploitant a indiqué en numéro SIRET du site le même que celui de son site de Nesle (927 220 442 00135). L'inspection a indiqué par mail à l'exploitant du 7 mai 2026 que pour pouvoir acter le changement d'exploitant, effectuer dans GUN le rattachement au numéro d'AIOT et s'assurer de suivi de la traçabilité des déchets, l'exploitant devait avoir un numéro de SIRET différent pour chacun des sites qu'il exploite et que le changement d'exploitant ne pourrait être acté sans celui-ci. A ce jour l'exploitant n'a toujours pas transmis de numéro SIRET spécifique pour son site de Mesnil-Saint-Nicaise.</p> <p><b>Non conformité (faits modérés) :</b> L'exploitant n'a pas transmis de numéro de SIRET spécifique au site pour effectuer le changement d'exploitant.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un mois à l'inspection le numéro de SIRET spécifique au site de Mesnil-Saint-Nicaise afin de pouvoir acter du changement d'exploitant.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                              |

#### N° 11 : Abandon d'activité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 14                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Abandon d'activité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>(...) En cas de mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit en informer le Préfet au moins 1 mois avant la date d'arrêt.<br>(...)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il ne savait pas encore ce que deviendrait l'activité du site suite à l'incendie (reprise de l'activité ou arrêt de celle-ci). L'inspection indique à l'exploitant que l'activité ne pourra reprendre sans mise en conformité des installations et qu'en cas de cessation d'activité un dossier de cessation d'activité devra être réalisé conformément à l'article R 512-39 du code de l'environnement |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><b>Demande de justificatifs :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, soit les justificatifs de mise en conformité de son installation avant de reprendre son activité, soit d'engager une démarche de cessation d'activité sous 6 mois.                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 12 : Accès

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1997, article 18.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations. (...)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Constats :</b><br><br>L'incendie a démarré au niveau d'un stockage de cartons situé à l'intérieur du site après le déversement du contenu d'une camionnette par deux personnes un dimanche soir. Ces deux personnes présentées comme externes à l'entreprise par l'exploitant ont pu pénétrer sur le site en camionnette en dehors des heures d'ouvertures. L'inspection a constaté que le portail coulissant d'entrée du site n'était pas vandalisé et qu'il était fonctionnel, l'exploitant a indiqué qu'il fonctionnait à l'aide de badges d'accès normalement réservés au personnel. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Non conformité (faits significatifs) :</b> Des personnes étrangères à l'établissement ont pu avoir un libre accès aux installations en dehors des heures d'ouvertures du site.</p>                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>proposition : Mise en demeure</b> demandant à l'exploitant de sécuriser le système d'ouverture de son portail et d'encadrer le fonctionnement de celui-ci par une procédure précise. Le justificatif de sécurisation du portail et la procédure associée sont à transmettre à l'inspection sous 1 mois.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |